

# Le Brésil : un marché trop gros pour ne pas en tenir compte

*On a dit que les gens d'affaires canadiens viennent au Brésil en s'attendant à y trouver les États-Unis et qu'ils sont déçus ou en croyant y trouver l'Afrique et qu'ils sont déconcertés. Le Brésil est ni l'un ni l'autre et les Canadiens se doivent de mieux connaître ce pays.*

Le Brésil représente la neuvième économie en importance au monde. Avec un produit intérieur brut (PIB) de 766,5 milliards \$ en 1996, c'est le plus gros et le plus industrialisé marché d'Amérique latine.

Avec ses 32 millions d'habitants, l'État de São Paulo est le centre économique du Brésil. À lui seul, il représente quelque 40 % de l'activité économique du pays. S'il était un pays, l'État de São Paulo se classerait au troisième rang des économies les plus importantes en Amérique latine, après le Mexique et l'Argentine.

Depuis l'élection du gouvernement Cardoso en 1994, le Brésil a adopté de nombreuses mesures de libéralisation visant à ramener la stabilité économique. Jusqu'ici, ces mesures se sont avérées un succès et beaucoup d'observateurs économiques estiment que la politique monétaire du gouvernement continuera de contrôler, et même de réduire, l'inflation.

Le gouvernement a poursuivi avec énergie la modernisation du pays et son intégration à l'économie mondiale. En 1994 seulement, il a réduit de façon accélérée les droits de douane visant plus de 4 000 produits, ouvrant ainsi le marché à un large éventail de produits importés. Et comme les revenus se sont stabilisés, des millions de nouveaux clients sont entrés sur le marché des biens de consommation.

## Notre plus gros partenaire commercial en Amérique du Sud

Le Brésil est le plus gros partenaire commercial et le plus gros marché d'exportation du Canada en Amérique du Sud, le commerce bilatéral entre les deux pays ayant dépassé 2,5 milliards \$ en 1996, en hausse par rapport aux 2 milliards \$ en 1994. Les exportations canadiennes vers le Brésil ont totalisé 1,38 milliard \$ en 1996, soit près de deux fois le total de 1993. Avec des investissements totaux de plus de 3,5 milliards \$, le Canada est aussi le septième investisseur étranger en importance au Brésil.

Le blé, le papier journal, les combustibles minéraux et la potasse ont par le passé représenté le gros des exportations canadiennes vers le Brésil. Toutefois, les mesures de libéralisation du commerce prises par le gouvernement ont sensiblement accru les possibilités d'exportation dans le domaine des produits manufacturés et des services à valeur ajoutée, notamment dans les télécommunications et l'informatique.

Par suite de ces mesures, les fournisseurs canadiens ont déjà fait des percées intéressantes sur le marché des systèmes de téléphone mobile cellulaire, des moteurs d'avion, du matériel de fabrication de pointe et

des systèmes de télédétection et d'information géographique.

En janvier 1995, le premier ministre Chrétien a dirigé une mission commerciale couronnée de succès – pour plus de 600 millions \$ en contrats et ententes ont été conclus – qui s'est rendue à Rio de Janeiro et à laquelle ont participé près de 200 gens d'affaires canadiens.

De même, les gouverneurs des États de Rio de Janeiro, de Minas Gerais et de Rio Grande do Sul ont depuis envoyé des délégations commerciales importantes au Canada. En avril de cette année, le président Cardoso a à son tour dirigé une délégation qui s'est rendue au Canada et qui regroupait plus de 100 entrepreneurs brésiliens.

Du côté canadien, le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, a pris la parole à la réunion du Forum économique mondial tenue au Brésil en septembre et a dirigé en 1996, à titre de ministre de l'Environnement, une importante mission au Brésil sur les technologies de l'environnement.

## Un des plus gros marchés au monde

Le Brésil est un marché trop gros pour ne pas en tenir compte, non seulement en grandeur – 160 millions d'habitants et une superficie égale à celle des États-Unis – mais aussi du point de vue des débouchés et des possibilités énormes qu'il représente pour les entrepreneurs et les investisseurs canadiens. Δ

